



Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Des élu.e.s de l’Estrie et de la Montérégie-Est ont reçu de la visite!

Sherbrooke, 20 février 2019 – Aujourd’hui, dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale, une coalition d’organisations provenant de différents secteurs (communautaire, syndical, étudiant et féministe) est allée à la rencontre de différents député.e.s de la région de l’Estrie et de la Montérégie-Est pour leur remettre le flambeau de la justice sociale.

Ces organisations répondent à l’appel national lancé à l’ensemble des régions du Québec par la [Coalition Main rouge](#) et la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#). **Ensemble, portons la flamme de la justice sociale!** Avec l’arrivée de la Coalition Avenir Québec au pouvoir, **les différents mouvements sociaux veulent s’assurer que le nouveau gouvernement s’engagera pour la justice sociale.**

Les organisations sont particulièrement inquiètes des annonces faites récemment par le gouvernement Legault à l’effet que la presque totalité des ministères devront financer les promesses électorales du parti à même leur budget courant. Ce qui va nécessairement entraîner, encore une fois, des diminutions de services ou une tarification de certains services publics.

À l’approche du premier budget du nouveau gouvernement, nous voulons lui rappeler qu’avec des surplus de 4,5 milliards \$ nous avons les moyens de financer adéquatement les programmes sociaux et les services publics. « Les coupes sauvages du dernier gouvernement ont particulièrement fait mal à la région de l’Estrie dont l’un des principaux moteurs économiques demeure le secteur des services publics. » mentionne Laure Letarte-Lavoie de l’APTS.

Les coupes dans les services ont non seulement eu des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, mais aussi sur l’ensemble de la population de l’Estrie. Ce que l’on a appris via les médias récemment nous laisse pantois. « On voit de plus en plus de familles avoir de la difficulté à se loger convenablement, une augmentation de la détresse psychologique faute de services au public, une augmentation constante des demandes d’aide de dépannage alimentaire, etc. Ce sont tout autant de conséquences de la tarification de plus en plus fréquente de nos services publics. Des gens doivent faire le choix entre payer la facture scolaire ou le loyer ou entre consulter le psychologue au privé et faire l’épicerie. C’est complètement indécent! » déclare Claudelle Cyr du Regroupement des organismes communautaires de l’Estrie.

La caravane a culminé au parc Daniel Johnson à Granby, comté du ministre responsable de l’Estrie, François Bonnardel. Nous souhaitons que celui-ci porte le flambeau de la justice sociale jusqu’à l’Assemblée nationale. « Si la CAQ se veut le gouvernement du changement, le prochain budget sera une excellente façon de le démontrer. » conclut Mme Laure Letarte-Lavoie.

-30-

Pour information :

Claudelle Cyr, directrice du ROC Estrie, 819-823-4131, direction@rocestrie.org

Laure Letarte-Lavoie, Vice-présidente de l’APTS Estrie, 819-574-5137